



BUILDING INCLUSIVE FOOD SYSTEMS

RAPPORT 2020 SUR LES POLITIQUES ALIMENTAIRES MONDIALES : METTRE EN PLACE DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES INCLUSIFS

AVRIL 2020



Nos systèmes alimentaires vivent un moment critique : l'ampleur et le rythme des changements qu'ils subissent au niveau mondial, régional, national et local sont sans précédent. Ils évoluent rapidement pour s'adapter à une demande croissante et changeante, mais ils ne répondent pas aux besoins de chacun. Au moment de mettre sous presse ce rapport, une nouvelle menace émergeait dans le monde : l'épidémie de coronavirus. Pendant que le monde lutte contre cette pandémie et dans un contexte d'interruption des économies et des moyens de subsistance, ce sont les personnes pauvres et vulnérables qui risquent d'être les plus affectées. Ce choc aura de nombreux impacts, allant des ruptures de la chaîne d'approvisionnement et des échanges aux risques de chômage massif, en passant par une hausse des taux de pauvreté. Pour y remédier, il est nécessaire de mettre en place rapidement une protection sociale ciblée et efficace pour les personnes les plus vulnérables. Pour être résilients sur le long terme, nous devons bâtir des systèmes alimentaires inclusifs. Pendant que nous les modernisons pour les rendre intelligents face au climat, sains et durables, nous devons également nous efforcer d'y inclure les petits agriculteurs, les jeunes, les femmes, les personnes touchées par les conflits et les autres personnes pauvres et marginalisées.

L'IMPÉRATIF D'INCLUSION

Bon nombre des plus pauvres et des plus vulnérables du monde sont exclus des avantages des systèmes alimentaires - notamment l'accès à des aliments abordables, sûrs et nutritifs et à des opportunités d'emploi - et n'ont qu'une faible influence sur l'élaboration de ces systèmes. Il est moralement impératif de repenser les systèmes alimentaires pour les amener à inclure les pauvres et les personnes vulnérables. Tout aussi important, des systèmes alimentaires inclusifs peuvent apporter un large éventail d'avantages économiques et de développement à tout un chacun. Ils peuvent donner lieu à de meilleures opportunités de revenus pour les pauvres, réduisant ainsi la faim et la pauvreté. Ils peuvent stimuler l'innovation, par exemple dans la production et la consommation d'aliments sains, améliorant ainsi la nutrition tant pour les producteurs que les consommateurs, et accroissant les revenus des producteurs. Enfin, des systèmes alimentaires inclusifs peuvent contribuer à créer un sentiment d'appartenance à la communauté, et favoriser la stabilité politique.

Le secteur agroalimentaire soutient les moyens de subsistance de beaucoup de personnes, en particulier dans les pays à faible revenu, où 63 % des personnes sont employées dans l'agriculture.

Pour parvenir à une croissance économique inclusive, le moyen le plus efficace consiste sans doute à mieux intégrer les personnes marginalisées dans les systèmes alimentaires, en reliant aux marchés les exploitants qui pratiquent une agriculture de subsistance ou en incitant les ménages agricoles à évoluer vers les segments en expansion situés plus en aval dans la chaîne de valeur alimentaire. En accroissant le revenu des ménages, l'inclusion peut contribuer à réduire la pauvreté et aider les ménages pauvres à accéder à d'autres services et avantages, tels que l'éducation, l'eau et l'assainissement et les soins de santé. Les systèmes alimentaires inclusifs peuvent contribuer à rompre le cycle intergénérationnel de la pauvreté, de la faim et de la malnutrition.

COMMENT ALLER DE L'AVANT ?

Les chaînes de valeur agroalimentaires peuvent constituer un point de départ pour la construction de systèmes alimentaires plus inclusifs. Une telle approche peut se concentrer sur le début de la chaîne, en améliorant l'accès des populations rurales aux ressources naturelles telles que la terre et l'eau, ou au crédit et aux instruments financiers. On peut également s'intéresser au milieu



de la chaîne de valeur alimentaire, notamment la transformation, la distribution et les services, où le potentiel de création d'entreprises et d'emplois est le plus élevé. Avec l'allongement des chaînes de valeur alimentaires en vue de répondre à la demande urbaine, il deviendra impératif d'assurer la sécurité et la qualité des aliments à travers la réglementation, la certification, l'inspection et un meilleur stockage et transport frigorifique. Les innovations des technologies de l'information et de la communication (TIC), telles que la téléphonie mobile, offrent aux populations exclues des possibilités d'accès à l'information et aux services et de participation tout au long de la chaîne de valeur alimentaire.

Parmi les autres outils politiques destinés aux systèmes alimentaires inclusifs figurent notamment les programmes de protection sociale, qui peuvent protéger la sécurité alimentaire et nutritionnelle des personnes marginalisées et aider celles-ci à créer des moyens de subsistance plus résilients. L'éducation est peut-être le plus important moteur de l'inclusion. Une main-d'œuvre bien formée peut saisir les opportunités dans les secteurs alimentaires à plus forte productivité. Non seulement l'éducation accroît le revenu tout au long de la vie, mais elle améliore également la nutrition, la santé, l'engagement civique et l'égalité des sexes. Enfin, l'inclusion de personnes marginalisées dans le processus d'élaboration des politiques et programmes liés aux systèmes alimentaires leur permet de se faire entendre dans le suivi et l'évaluation, et de demander des comptes aux institutions et aux personnes au pouvoir en ce qui concerne la fourniture d'emplois et de services de qualité.

L'inclusion doit être abordée au niveau des politiques mondiales. Les forums politiques mondiaux peuvent profiter d'une prise de conscience accrue des inégalités pour répondre à la nécessité de systèmes alimentaires inclusifs, ouvrant ainsi la voie à des investissements à grande échelle dans la recherche et la programmation. L'inclusion doit également être abordée au niveau national. Les politiques nationales relatives aux systèmes alimentaires peuvent être adaptées à la fois pour surmonter de nouveaux obstacles et saisir de nouvelles opportunités, en tenant compte du contexte local et des groupes défavorisés. En identifiant les besoins et les priorités des personnes marginalisées aux premiers stades de la recherche sur les systèmes alimentaires, les chercheurs peuvent éclairer les politiques contribuant à l'inclusion.

PETITS EXPLOITANTS ET POPULATIONS RURALES : Rendre inclusives les chaînes de valeur du système alimentaire

Les 510 millions de petits exploitants agricoles existant dans le monde jouent un rôle important dans le système alimentaire, ce qui n'empêche pas les niveaux de pauvreté d'être très élevés dans les zones rurales et la part de la valeur ajoutée du secteur agroalimentaire perçue par les petits agriculteurs d'être exagérément faible. Leur accès limité à la terre et aux intrants et leurs liaisons restreintes avec les chaînes de valeur alimentaires impliquent qu'ils sont souvent exclus des avantages offerts par des systèmes alimentaires en pleine mutation. Toutefois, le potentiel de création de nouveaux emplois et de meilleurs revenus est énorme si les liaisons avec le système alimentaire sont renforcées afin d'y inclure les petits exploitants et les populations rurales. Un éventail d'options stratégiques et d'innovations technologiques peut aider à atteindre cet objectif.

GÉNÉRER DES EMPLOIS EN DEHORS DES EXPLOITATIONS AGRICOLES ET DANS L'INDUSTRIE AGROALIMENTAIRE

Stimuler la croissance de la productivité chez les petits exploitants agricoles est l'une des clés de la création de possibilités de revenus et d'emplois. L'activité en dehors des exploitations sera également essentielle. Bien que passée largement inaperçue, une « révolution silencieuse » intégrant et modernisant des chaînes de valeur alimentaires est déjà en cours en Afrique et en Asie du Sud, marquée par une rapide augmentation des petites et moyennes entreprises (PME). La demande urbaine de produits de plus grande valeur et plus périssables entraîne ce développement d'activités en aval – telles que l'emballage de légumes ou la collecte, la réfrigération et l'expédition de lait – qui offre des opportunités de développement économique inclusif. L'exploitation de ce potentiel nécessitera l'appui de politiques publiques pour les infrastructures, les incitations de marché et le développement des compétences.

INFRASTRUCTURE. L'investissement dans les infrastructures rurales, notamment des routes rurales de qualité, une électricité fiable et des installations de stockage, est essentiel pour développer les chaînes de valeur alimentaires, réduire les pertes alimentaires

après récolte, atténuer les chocs de revenus pour les petits agriculteurs, et assurer une croissance favorable aux pauvres. L'investissement dans les infrastructures a un impact maximal sur l'accès au marché lorsqu'il appuie un ensemble de mesures en faveur de la connectivité, y compris des améliorations des routes, de l'électricité et des communications. Le soutien aux parcs agro-industriels, aux incubateurs ou aux grappes d'industries spontanées peut également créer des synergies économiques.

RÉGLEMENTATION DE LA QUALITÉ DES ALIMENTS. Aider les petits agriculteurs à respecter des normes plus élevées de qualité des aliments, grâce à une réglementation et une certification de la qualité, peut également améliorer l'accès aux marchés et les revenus. À mesure que les marchés se modernisent, les PME et les petits exploitants sont confrontés à des normes plus strictes, imposées par des acteurs privés (supermarchés et grands transformateurs), en matière de qualité, de sécurité et de constance. Le respect de ces normes nécessitera à chaque fois des investissements qui risquent d'être prohibitifs pour les agriculteurs disposant de peu d'actifs.

FORMATION AUX COMPÉTENCES ET À L'ENTREPRENEURIAT. L'encouragement de l'entrepreneuriat rural et de la diversification de l'emploi requiert de développer des compétences générales, telles que celles liées à la gestion d'une entreprise, à l'accès à l'information sur le marché, et à l'utilisation des TIC. Une main-d'œuvre plus qualifiée dans les pays à faible revenu augmenterait la productivité agricole et stimulerait la croissance dans d'autres secteurs.

RELIER LES PETITS EXPLOITANTS AGRICOLES AUX MARCHÉS
La révolution en cours en aval des chaînes d'approvisionnement alimentaire modifie également les systèmes agricoles. Pour répondre à la demande croissante de produits alimentaires de plus forte valeur, les agriculteurs doivent se lancer dans de nouvelles cultures et satisfaire de nouvelles exigences d'efficacité grâce à la mécanisation et à l'adoption d'intrants modernes. Les petits exploitants sont toutefois souvent laissés à la traîne, car ils ne disposent pas des ressources requises pour accroître la productivité agricole ou pour accéder à des emplois en aval. Quatre instruments aideront à promouvoir l'inclusion des petits exploitants dans les chaînes d'approvisionnement agroalimentaires :

UN RÉGIME FONCIER SÛR. La sécurité foncière peut accroître l'accès des agriculteurs aux marchés du crédit et des intrants et faciliter la location de terres et les marchés des ventes. Le développement de marchés fonciers efficaces, fondés sur des droits fonciers sûrs, peut donner aux agriculteurs un accès à des parcelles plus grandes, et les aider ainsi à réaliser des économies d'échelle. Un régime foncier sûr soutient également le développement de marchés de la location d'équipements, tels que des tracteurs, qui peuvent permettre aux petits agriculteurs de se mécaniser et d'accroître leur productivité.

UNE ACTION COLLECTIVE DANS L'AGRO-INDUSTRIE. Les organisations de producteurs aident les petits exploitants à surmonter les obstacles aux économies d'échelle et à renforcer leur accès aux marchés, grâce à une commercialisation collective de leurs produits, et en les reliant aux acteurs situés en amont et en aval. Ces organisations peuvent aider les agriculteurs à accéder au crédit ou à se conformer aux exigences de quantité, de qualité et de livraison des aliments.

UNE EXPLOITATION DU POTENTIEL DES TECHNOLOGIES NUMÉRIQUES. Les TIC modernes sont de plus en plus utilisées pour fournir des services de vulgarisation et y accéder, pour relier les agriculteurs et les acheteurs, et pour fournir et accéder à l'information. Les téléphones portables, par exemple, permettent aux agriculteurs d'accéder aux nouvelles concernant la météo ou les cultures, et de chercher des solutions auprès de leurs pairs et d'autres sources.

UNE PROTECTION SOCIALE. Une protection sociale, souvent offerte sous la forme d'une aide alimentaire ou de transferts monétaires, est cruciale pour la capacité des petits exploitants de gérer les risques au cours de la transformation rurale, et pour établir des moyens de subsistance ruraux résilients. Ces programmes peuvent également encourager directement l'inclusion, comme dans les programmes de cantines scolaires qui achètent leurs denrées alimentaires auprès de petits exploitants agricoles.

En règle générale, des combinaisons d'interventions sont nécessaires. Pour aider les petits exploitants et les populations rurales à se relier aux marchés et favoriser la création d'emplois en dehors des exploitations, les responsables des politiques doivent identifier et pallier les maillons faibles du système alimentaire à l'aide de politiques efficaces et inclusives.





LES JEUNES : Inclure les jeunes Africains dans les systèmes alimentaires

Presque 20 millions de personnes rejoignent chaque année la population en âge de travailler de l'Afrique au sud du Sahara, et d'ici 2050, ce nombre passera à 30 millions. En valeur absolue, l'ampleur de « l'explosion démographique des jeunes » en Afrique soulève la question de la capacité de la région à créer suffisamment d'emplois pour les jeunes, à défaut de quoi une grande partie de la jeunesse africaine sera « exclue » des avantages du développement économique. Ces questions ne doivent toutefois pas être surestimées : d'autres régions du monde ont surmonté des explosions démographiques des jeunes comparables.

Ce qui est clair, c'est que les zones rurales et les systèmes alimentaires de l'Afrique devront jouer dans l'offre d'emploi aux jeunes de la région un rôle plus important que dans d'autres régions du monde. Du fait que l'Afrique continue à afficher une forte croissance démographique rurale, de nombreux jeunes africains seront contraints de trouver des emplois dans l'agriculture ou dans l'économie rurale non agricole. Mais les jeunes des zones rurales sont confrontés à de multiples obstacles. Les jeunes aspirants-agriculteurs subissent une pénurie croissante de terres dans de nombreux pays africains. Et les jeunes entrepreneurs en herbe manquent souvent de capital financier et d'autres ressources pour lancer des entreprises non agricoles. Malgré ces obstacles, les jeunes hommes et femmes pourraient néanmoins jouer un rôle déterminant, tant au sein qu'en dehors des exploitations agricoles, dans la transformation des systèmes alimentaires africains. Leur niveau d'éducation plus élevé et leur aisance avec les nouvelles technologies peuvent les aider à participer aux parties en expansion et plus rémunératrices des systèmes alimentaires.

MYTHE OU RÉALITÉ ?

La bonne nouvelle est que le secteur agricole africain évolue, et qu'une croissance rapide des composants en aval des systèmes

alimentaires peut se montrer aussi efficace pour réduire la pauvreté que la croissance du secteur agricole. Ainsi, l'investissement dans les systèmes alimentaires peut à la fois créer des emplois pour les jeunes et lutter contre la concentration croissante de la pauvreté mondiale dans l'Afrique rurale.

Des études de cas réalisées pour cinq pays révèlent toutefois la diversité de la jeunesse africaine et les dangers de s'appuyer sur des « faits stylisés » concernant la facilité avec laquelle les jeunes peuvent participer aux systèmes alimentaires. Contrairement aux attentes, les jeunes ne sont pas toujours à l'avant-garde de la transformation et sont souvent exclus ou profitent moins de la croissance économique que les adultes. En Éthiopie, par exemple, les ménages dirigés par des jeunes sont moins susceptibles d'utiliser des technologies améliorées telles que des engrais ou des semences améliorées. Au Ghana, ce sont les agriculteurs les plus instruits, et pas forcément les jeunes, qui utilisent des technologies améliorées. De même, les jeunes ruraux ne sont pas plus susceptibles de migrer que leurs aînés. De toute évidence, il faut dépasser les généralisations et veiller à ce que notre compréhension des jeunes ruraux et de leurs besoins de politiques soit fondée sur des données factuelles au niveau national.

DE MEILLEURES POLITIQUES EN GÉNÉRAL, PAS SEULEMENT POUR LES JEUNES

La création d'emplois ruraux dans le système alimentaire est essentielle pour éviter une généralisation du chômage des jeunes. Les jeunes ont donc besoin de politiques créant de meilleures opportunités économiques - et non de politiques étroitement centrées sur les capacités des jeunes. Cela implique d'investir non seulement dans l'éducation, mais aussi dans des secteurs tels que les transports et les infrastructures énergétiques. En d'autres termes, pour s'attaquer efficacement à « l'explosion démographique des jeunes », les États africains doivent s'efforcer d'aider les économies à prospérer dans leur globalité et à créer des emplois plus nombreux et de meilleure qualité pour tous les Africains en âge de travailler.



LES FEMMES : Transformer les systèmes alimentaires pour plus d'autonomisation et d'équité

Les femmes assument activement toute une gamme de rôles dans les systèmes alimentaires : elles cultivent et gèrent les cultures, s'occupent du bétail, travaillent dans l'agroalimentaire et la vente au détail des aliments, préparent la nourriture pour leurs familles, et bien plus encore. Mais leurs contributions aux systèmes alimentaires ne sont souvent pas officiellement reconnues, et elles sont fréquemment confrontées à des contraintes qui les empêchent de participer de manière équitable. Les femmes sont moins scolarisées que les hommes, contrôlent moins de ressources, ont moins de pouvoir de décision, et subissent de plus fortes contraintes de temps. Transformer les systèmes alimentaires pour les rendre plus inclusifs nécessitera des approches qui non seulement permettront aux femmes de participer et de tirer des avantages de manière équitable, mais leur donneront aussi les moyens de faire des choix de vie stratégiques. Les systèmes alimentaires inclusifs profiteront non seulement aux femmes, mais aussi à leurs familles et à la société en général, notamment grâce à des améliorations de la productivité agricole ainsi que de la sécurité alimentaire et de la qualité de l'alimentation des ménages.

ÉTAPES NÉCESSAIRES

Que faut-il faire pour construire des systèmes alimentaires capables d'inclure les femmes et permettre leur autonomisation ?

AUGMENTER LE POUVOIR DE DÉCISION DES FEMMES ET LEUR

CONTRÔLE DES ACTIFS. L'autonomisation des femmes au sein de leurs ménages et communautés est essentielle pour des systèmes alimentaires inclusifs. Toutefois, l'accès des femmes à des actifs tels que le crédit, la terre, la formation et le transport est limité, ce qui restreint leur aptitude à entreprendre des activités à plus grande échelle et plus lucratives. L'autonomisation des femmes dans la prise de décision relative aux systèmes alimentaires peut être soutenue en renforçant leur pouvoir de négociation, par exemple grâce à des

systèmes équitables de passation des marchés, et en s'efforçant de faire évoluer les représentations traditionnelles du rôle des femmes.

FAIRE ENTENDRE LES VOIX DES FEMMES. Les opinions des femmes doivent être entendues dans la recherche sur les systèmes alimentaires ainsi que dans les processus politiques et autres contextes intégrant les systèmes alimentaires. Ainsi, les priorités et les préférences des femmes, par exemple pour des cultures présentant certaines qualités nutritionnelles ou gustatives, doivent être prises en compte dans les processus de recherche dès les premiers stades, pour garantir que les femmes bénéficieront des résultats. La mobilisation politique, par exemple à travers les organisations d'agricultrices, peut aider à faire entendre la voix des femmes dans les décisions politiques.

RENFORCER LE SOUTIEN INSTITUTIONNEL. Il est également essentiel de veiller à ce que les institutions soutiennent les femmes. Par exemple, les lois formelles et les systèmes informels régissant les droits de propriété foncière affectent la capacité des femmes à investir dans leurs terres ou leurs entreprises, à accéder au crédit et à diversifier leurs moyens de subsistance. Les droits fonciers des femmes influencent également leur contrôle sur le revenu des ménages et la prise de décision concernant la consommation et les investissements des ménages. Les institutions financières offrent également un grand potentiel d'autonomisation des femmes lorsqu'elles sont conçues en tenant compte des besoins et des préférences de celles-ci. L'accès des femmes à une information opportune peut être facilité par des technologies, des programmes ou des institutions. Les téléphones mobiles, par exemple, peuvent fournir un accès aux programmes bancaires et gouvernementaux et relier les producteurs à des services de vulgarisation ou à des mises à jour en temps réel des prix du marché et de la météo. Enfin, combler l'écart entre les sexes dans l'éducation de base peut aider la prochaine génération de femmes à sortir de la pauvreté et à faire des choix éclairés et stratégiques à propos de leurs moyens de subsistance, de la nourriture qu'elles et leur famille consomment, et des types de politiques qu'elles exigent des dirigeants politiques.

PASSER À L'ACTION

DAVANTAGE DE DONNÉES. Une première étape essentielle vers des systèmes alimentaires plus équitables du point de vue du genre est la collecte de données, en particulier sur les femmes et l'agro-industrie, et des analyses systématiques de chaînes de valeur entières pour mieux identifier les opportunités d'autonomisation des femmes.

INITIATIVES DU SECTEUR PRIVÉ. Compte tenu de leur rôle central dans la production, la transformation, le transport et la consommation des aliments, les institutions du secteur privé doivent soutenir des systèmes alimentaires plus inclusifs. Par exemple, les initiatives des associations professionnelles peuvent incorporer des normes liées à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes.

CRÉER UN ENVIRONNEMENT FAVORABLE. Des incitations et des réglementations sont nécessaires pour garantir que les investissements du secteur privé profitent aux femmes et les autonomisent, plutôt que de creuser les écarts entre les sexes. Les décideurs ont la responsabilité importante de créer des environnements propices à la recherche et aux développements industriels, contribuant ainsi à une évolution du système alimentaire vers plus d'inclusion.

NE PAS PERDRE DU TERRAIN. Lorsqu'il existe des possibilités claires de rendre les systèmes alimentaires plus équitables pour les femmes, il est également essentiel de veiller à ce que les femmes ne perdent pas de terrain pendant la transformation des systèmes alimentaires. Des données suggèrent que les approches visant à autonomiser les femmes doivent inclure le travail en commun avec les hommes, à la fois pour empêcher un retour de bâton à la suite des avancées des femmes et pour soutenir l'évolution des rôles traditionnels des femmes et des hommes.

Le développement de systèmes alimentaires inclusifs et équitables du point de vue du genre en faveur de l'autonomisation des femmes bénéficiera non seulement à celles-ci, mais aussi à leurs familles et à la société.

RÉFUGIÉS ET PERSONNES AFFECTÉES PAR LES CONFLITS : Intégration des communautés déplacées dans les systèmes alimentaires

Les conflits prolongés et de plus en plus nombreux ont été la principale cause de la récente recrudescence de la faim dans le monde. Plus de la moitié des personnes sous-alimentées vivent dans des pays touchés par des conflits, où la sécheresse, d'autres chocs climatiques et des crises économiques sont souvent des facteurs aggravants. Ces mêmes facteurs ont également contribué à l'augmentation récente des migrations forcées. Selon les estimations, 70,8 millions de personnes ont été déplacées de force en 2018, le nombre le plus élevé depuis des décennies. La plupart des conflits actuels ont lieu dans des zones rurales et contribuent à une grave insécurité alimentaire. Leurs impacts se font sentir tout au long de la chaîne de valeur alimentaire, depuis la production jusqu'à la commercialisation. Le conflit au Soudan du Sud, par exemple, a provoqué des famines dans plusieurs parties du pays. Au Yémen, où sévit la pire crise humanitaire actuelle, 3,7 millions de personnes ont été déplacées de force, laissant plus de 20 millions de Yéménites en situation d'insécurité alimentaire et 10 millions au bord de la famine. Les afflux massifs de migrants peuvent également peser sur les marchés alimentaires locaux et les services de base dans les communautés d'accueil, et les tensions qui en résultent peuvent alimenter de nouveaux conflits. La plupart des personnes déplacées ne peuvent pas rentrer chez elles pendant de longues périodes, voire jamais. Bien qu'il n'y ait pas de solution miracle, les interventions humanitaires les plus susceptibles de réussir sur le long terme consistent à investir dans les systèmes agroalimentaires locaux et à inclure les personnes affectées par les conflits dans les stratégies de construction, de relance ou de renforcement de ces systèmes.

RECONSTRUIRE POUR LA RÉSILIENCE

Parce que les moyens de subsistance de la plupart des personnes touchées par des conflits dépendent de l'agriculture, il est essentiel, dans la plupart des contextes, de protéger l'agriculture, la production alimentaire et les moyens de subsistance ruraux avant, pendant et après le conflit. Les réponses actuelles consistent



encore principalement à mener des actions humanitaires et d'urgence éparses. Pourtant, les évaluations des politiques soulignent la nécessité de prendre en compte le « lien humanitaire-développement-paix », et il existe des exemples de réponses prometteuses centrées sur le renforcement des systèmes alimentaires tout en aidant à maintenir la paix en améliorant la sécurité alimentaire et la résilience et en permettant aux personnes déplacées de force de prendre part aux activités sociales et économiques.

CRÉER DES CHÂÎNES D'APPROVISIONNEMENT AGROALIMENTAIRES RÉSILIENTES. La reconstruction des économies agricoles et alimentaires locales peut aider les personnes affectées à aller au-delà de l'agriculture de subsistance, à rejoindre les marchés, à adopter des mesures améliorant la résilience, et à rester dans leur communauté lorsque leur sécurité y est assurée. Dans la région du nord de l'Ouganda, plusieurs organisations ont investi dans le relèvement après conflit, en aidant les anciens combattants et les personnes déplacées de retour à repartir du bon pied, en fournissant des outils et des intrants agricoles, un soutien à la reconstitution du cheptel, et des programmes d'argent et nourriture contre travail. Elles ont ainsi obtenu des améliorations majeures de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans la région.

FOURNIR AUX RÉFUGIÉS À LONG TERME L'ACCÈS À LA TERRE ET AUX MOYENS DE SUBSISTANCE. La participation des personnes déplacées à la chaîne d'approvisionnement alimentaire peut être avantageuse à la fois pour les réfugiés et les communautés d'accueil. Par exemple, en Ouganda les réfugiés ont accès à la terre et le droit de chercher un emploi, ce qui les a aidés, principalement ceux venus du Soudan du Sud, à créer de nouveaux moyens de subsistance indépendants et à parvenir à la sécurité alimentaire, tout en renforçant les économies locales.

FOURNIR UN SOUTIEN D'APRÈS CONFLIT AUX RAPATRIÉS RURAUX. La stimulation de l'économie locale et du secteur agricole, en particulier dans les situations de déplacement prolongé, aide à intégrer les migrants dans l'économie et, plus largement, dans le tissu social. En Colombie, après un demi-siècle de conflit armé, un plan complet de revitalisation des économies rurales prévoit l'accès à la terre pour les agriculteurs dépossédés et déplacés ; le développement de la chaîne de valeur agroalimentaire ; et des mécanismes de protection sociale.

SOUTENIR DES SYSTÈMES DE PROTECTION SOCIALE INFORMÉS DES RISQUES ET RÉACTIFS FACE AUX CRISES. Les systèmes de protection sociale sont essentiels non seulement pour l'aide d'urgence à court terme après une crise et pour atténuer les pressions migratoires, mais aussi pour renforcer la résilience. Les programmes de transferts monétaires liés à la production agricole ou aux programmes d'assistance nutritionnelle (programmes Cash+) se sont révélés efficaces dans de nombreuses situations de conflit, en aidant les ménages touchés à maintenir l'accès à la nourriture, à éviter la vente d'actifs et à renforcer la résilience au sein du ménage.

Pour élaborer des réponses efficaces au nœud complexe reliant les conflits, les déplacements et l'insécurité alimentaire persistante, il faut une solide compréhension des causes profondes et de robustes réponses. Les réponses les plus susceptibles d'avoir

un résultat positif durable consistent généralement à inclure les personnes déplacées de force et affectées par les conflits dans les systèmes alimentaires et leurs avantages.

SYSTÈMES ALIMENTAIRES NATIONAUX : Une transformation inclusive pour une alimentation plus saine

Les systèmes alimentaires nationaux des pays à revenu faible ou intermédiaire (PRFI) deviennent rapidement des modèles plus modernes que traditionnels. En plus de créer des opportunités d'emploi et de génération de revenus, cette transformation peut soutenir des améliorations de la nutrition associées à des impacts à long terme sur la santé, la capacité cognitive, le niveau d'instruction, le revenu et le développement. La transformation du système alimentaire est désormais au cœur des stratégies de développement de la plupart des PRFI, mais peu de pays ont élaboré des plans spécifiques. Des approches spécifiques à chaque pays sont nécessaires parce que le système alimentaire de chaque pays est unique, reflétant les ressources naturelles nationales, l'accès aux marchés et les traditions socioculturelles, ainsi que le stade de transformation économique du pays.

Les cadres des systèmes alimentaires sont des outils utiles pour évaluer comment les systèmes alimentaires contribuent à réduire la malnutrition, et s'ils le font de manière équitable. Les éléments clés du cadre élaboré pour les systèmes alimentaires nationaux décrivent un large éventail de *facteurs* influençant trois *composantes* du système alimentaire, à savoir les chaînes de valeur, l'environnement alimentaire et le comportement des consommateurs (figure 1). Ensemble, ils déterminent les *résultats* socioéconomiques, sanitaires et en matière de durabilité. Au cœur de ce cadre se trouve la compréhension du fait que les systèmes alimentaires sont guidés par la demande. Les responsables des politiques peuvent utiliser ce cadre pour identifier les besoins de données et de politiques, ainsi que les leviers prometteurs à mettre en œuvre.

STRATÉGIES POUR UN CHANGEMENT INCLUSIF

Quatre stratégies de niveau national en faveur d'un changement inclusif dans les systèmes alimentaires semblent prometteuses pour améliorer la nutrition des groupes défavorisés.

INVERSER LA RÉFLEXION : METTRE EN AVANT LES RÉGIMES ALIMENTAIRES. Aux premiers stades de la transformation de leur système alimentaire, les pays se concentrent généralement sur l'augmentation de l'approvisionnement alimentaire, mais ils devraient plutôt partir de la demande des consommateurs et des environnements alimentaires pour aider à résoudre les problèmes croissants liés aux régimes alimentaires malsains. L'élaboration de directives diététiques adaptées au contexte national peut constituer un point de départ pour les politiques. Cette approche présente toutefois des défis, largement liés à la collecte et à l'inventaire des données, par exemple sur la consommation alimentaire à l'extérieur du domicile et les interventions de lutte contre l'obésité.

COMBINER TECHNOLOGIE, CAPACITÉ INSTITUTIONNELLE ET INFRASTRUCTURE. Les innovations technologiques, institutionnelles

et d'infrastructure peuvent, ensemble, contribuer à un changement systémique positif et inclusif. Les innovations technologiques qui mènent la transformation agricole peuvent être adaptées pour avoir un impact plus large sur la nutrition. Les TIC sont prometteuses pour accroître l'inclusivité grâce à des améliorations de la production et de l'accès aux services ruraux, au crédit et aux informations sur le marché. Les approches de renforcement institutionnel peuvent améliorer l'offre d'aliments périssables riches en nutriments. Par exemple, la certification de la qualité peut permettre aux petits exploitants d'obtenir des prix plus élevés pour des produits répondant aux normes de sécurité et de qualité. Les investissements dans les infrastructures peuvent également contribuer à une croissance inclusive des systèmes alimentaires et à une diversification de l'approvisionnement alimentaire. Les chaînes du froid, par exemple, sont essentielles pour développer les marchés des produits de grande valeur des petits exploitants agricoles, et pour fournir des aliments nutritifs aux consommateurs urbains.

AMENER LES MARCHÉS À TRAVAILLER POUR L'INCLUSION ET UNE ALIMENTATION PLUS Saine POUR TOUS. La mise en place d'un environnement favorable à des systèmes alimentaires efficaces et inclusifs, en particulier pour les activités du système alimentaire du secteur privé, requiert que les pays en développement adaptent et modifient leurs politiques en fonction de l'évolution de leur contexte. Ils doivent concevoir des politiques de système alimentaire trouvant des compromis entre les résultats en matière de santé, de durabilité et d'équité en vue d'un bien-être général. Par exemple, lorsque la demande d'une meilleure qualité des aliments augmente, les autorités doivent adopter des normes alimentaires plus strictes. Mais

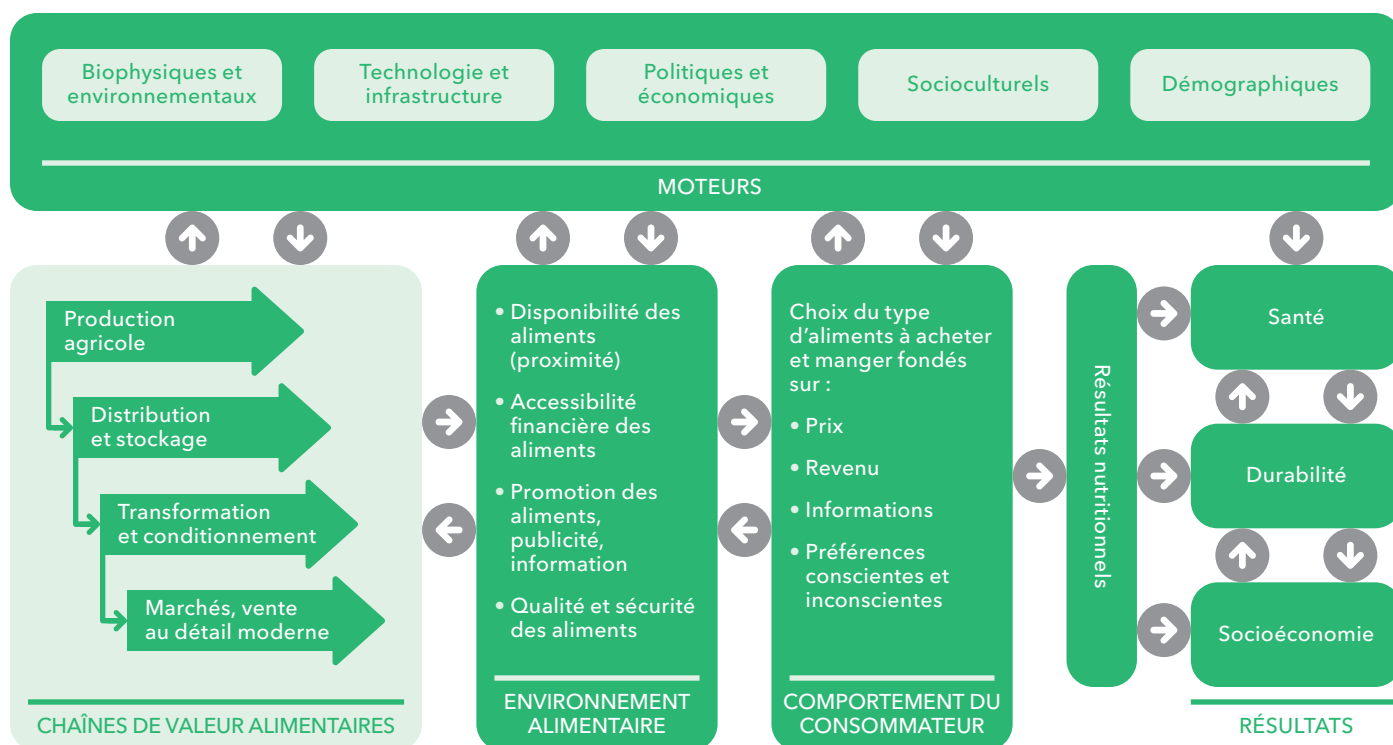
souvent, ces politiques et réglementations désavantagent les personnes moins aptes à participer aux chaînes de valeur modernes. Le Viet Nam, par exemple, cherche à concilier la nécessité d'une réglementation stricte en matière de sécurité sanitaire des aliments, afin de promouvoir la croissance des marchés alimentaires d'exportation, et le risque d'une réglementation excessive des marchés informels qui permettent aux pauvres d'acheter et de vendre des aliments frais.

INCLURE LES PERSONNES ET LES LIEUX LAISSÉS À LA TRAÎNE. Les politiques de développement social adaptées aux conditions nationales doivent prendre en compte les personnes et les lieux laissés à la traîne par la transformation des systèmes alimentaires. De nombreux pays, tels que l'Éthiopie, ont mis en œuvre des politiques et des actions supplémentaires pour améliorer la qualité des aliments, l'accès à la nourriture et les autres avantages fournis par les systèmes alimentaires plus modernes. Les efforts de l'Éthiopie pour améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition des groupes vulnérables ont aidé à réduire l'insécurité alimentaire tant dans les zones agricoles productives du pays que dans ses zones pauvres sujettes à la sécheresse.

OPPORTUNITÉS ET DÉFIS

Les systèmes alimentaires nationaux sont un important point de départ pour l'amélioration des résultats en matière de durabilité, de santé et d'équité. Les approches axées sur les systèmes alimentaires permettent aux pays de prendre en compte le large éventail des défis et opportunités les plus pertinents dans leur contexte particulier. Le moment est venu de renforcer les efforts nationaux visant à placer les systèmes alimentaires sur une trajectoire en faveur de résultats plus équitables et plus sains pour tous.

FIGURE 1 CADRE SIMPLIFIÉ POUR L'ANALYSE DU SYSTÈME ALIMENTAIRE



Source : Adapté, avec autorisation, du Rapport du Groupe d'experts de haut niveau, *Nutrition and Food Systems : A Report by the High-Level Panel of Experts on Food Security and Nutrition* (Rome : 2017).



ÉVOLUTIONS RÉGIONALES

AFRIQUE

En Afrique, la croissance des revenus, le dynamisme économique et le changement démographique transforment les systèmes alimentaires et font évoluer les opportunités pour les agriculteurs, les entrepreneurs et les employés tout au long de la chaîne de valeur agroalimentaire. La récente croissance économique a donné lieu à des avantages largement partagés. Mais la pauvreté, la faim et la vulnérabilité persistent, et la croissance a également généré un sentiment d'exclusion au sein des régions et communautés qui en bénéficient le moins. Les grands exploitants agricoles sont les mieux placés pour tirer parti des nouvelles opportunités, tandis que les petits exploitants risquent d'être exclus s'ils ne parviennent pas à répondre aux demandes des marchés des produits à plus forte valeur. La pauvreté est inégalement répartie, avec des taux nettement plus élevés dans les zones rurales que dans les zones urbaines, dans la plupart des pays. L'accès aux services de base est lui aussi beaucoup plus limité dans les zones rurales, et les problèmes de nutrition sont généralement plus prononcés. Les efforts pour accroître l'intégration commerciale en Afrique pourraient encore exacerber les inégalités. La nouvelle zone de libre-échange continentale africaine devrait permettre aux pays africains d'accroître leurs exportations, de mieux résister aux chocs économiques, et d'améliorer la sécurité alimentaire, mais elle fera aussi des gagnants et des perdants.

Les dirigeants africains reconnaissent l'importance d'une croissance économique inclusive. Dans la Déclaration de Malabo de 2014, ils se sont engagés à renforcer la résilience des groupes vulnérables et à créer des opportunités pour les femmes et les jeunes dans les chaînes de valeur agricoles. De nombreux pays ont mis en œuvre des politiques et stratégies visant à promouvoir une plus grande égalité. Par exemple, le Protocole de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) sur le genre et le développement appelle les pays membres à garantir les droits juridiques des femmes, à assurer une représentation égale des femmes dans les sphères politique et décisionnelle, et à promouvoir l'égalité dans l'éducation et l'emploi. Toutefois, malgré ces initiatives, les inégalités entre les sexes

persistent avec de graves conséquences, tant pour les individus que pour les économies. Par exemple, dans le secteur agricole, lorsqu'ils ne sont pas comblés, les écarts de productivité entre les sexes réduisent la productivité agricole globale de la région.

Davantage d'efforts doivent être consentis pour garantir que les fruits de la transformation du système alimentaire soient largement partagés. Des liaisons plus étroites entre ruraux et urbains peuvent accroître les possibilités de marché et d'emploi pour les habitants des zones rurales. Des études récentes ont montré que les interventions de sécurité alimentaire finement ciblées au niveau infranational présentent un fort potentiel lorsque des données suffisantes sont disponibles. Les pays africains devraient s'atteler en priorité à la production de données probantes sur les gagnants et perdants des principaux changements des politiques. Le deuxième examen bisannuel de l'état d'avancement du PDDAA de 2020 par rapport aux engagements de la Déclaration de Malabo offre une occasion d'évaluer le degré de réussite des pays par rapport à l'inclusion.

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

En 2019, l'incertitude omniprésente au Moyen-Orient et en Afrique du Nord (région MENA) traduisait les conflits en cours et leurs répercussions au niveau régional, ainsi que les tensions commerciales mondiales et les fluctuations des prix du pétrole, un ensemble d'éléments compliquant la mise en place de systèmes alimentaires inclusifs. Des difficultés continuent de peser sur le secteur privé - notamment la concurrence des entreprises publiques, la bureaucratie, la pénurie de main-d'œuvre qualifiée et les barrières commerciales - et limitent sa capacité à créer des emplois pour les millions de jeunes rejoignant chaque année le marché du travail dans les pays de la région MENA. Plusieurs pays adoptent des politiques plus favorables aux affaires, mais les pays de la région MENA doivent également poursuivre leurs réformes visant à encourager une croissance inclusive, en particulier pour les jeunes et les femmes. Une politique et des investissements alimentaires dirigés par les pays sont nécessaires, y compris l'utilisation de « big data » (données massives). En outre, les pays de la région MENA peuvent tirer des enseignements de l'exemple égyptien, un pays qui est parvenu à soutenir les plus pauvres à l'aide de programmes de protection sociale.

Même si le secteur agricole reste important dans la plupart des économies de la région MENA, le secteur agroalimentaire est en plein essor en dehors des exploitations et génère une augmentation significative des emplois dans les services alimentaires, la transformation et le contrôle de la qualité. Au Liban, par exemple, le secteur agroalimentaire a été identifié comme l'un des cinq secteurs présentant le plus fort potentiel économique. Les secteurs agricoles continuent de croître en Égypte et au Maroc, mais la main-d'œuvre est passée des secteurs agricoles aux secteurs non agricoles. Certains pays de la région MENA ont commencé à faire passer leurs politiques et investissements de la production primaire vers des secteurs à valeur ajoutée de l'économie alimentaire.

Les conflits prolongés frappant la région MENA doivent être résolus de toute urgence, notamment les besoins pressants des personnes touchées par des conflits. Les systèmes alimentaires offrent non seulement un moyen de fournir une aide d'urgence, mais aussi un point de départ pour promouvoir la croissance et l'emploi dans toute l'économie pendant la reconstruction et la reprise dans des pays tels que le Yémen. De nombreux emplois dans l'agriculture et le système agroalimentaire sont déjà occupés par des groupes vulnérables tels que les réfugiés, les migrants et les pauvres, si bien qu'une transformation menée par le système alimentaire est également susceptible de favoriser une transformation inclusive pour ces groupes de personnes.

Davantage de mesures incitant le secteur privé à investir dans tous les segments des systèmes agroalimentaires doivent être offertes pour promouvoir une telle transformation. Pour les grands pays de la région MENA, et en particulier pour leurs petits exploitants agricoles, la croissance des marchés intérieurs peut être plus favorable à l'inclusion que la promotion des exportations.

ASIE CENTRALE

En Asie centrale, la lutte contre la pauvreté et le chômage des femmes et des jeunes est une priorité pour créer des systèmes alimentaires inclusifs. La part des personnes en âge de travailler dans la population de la région a progressivement augmenté, et aujourd'hui, une vaste cohorte de jeunes et de femmes ne parvient pas à gagner un revenu suffisant dans leur propre pays. Par exemple, en 2019, le taux de chômage des femmes en Ouzbékistan atteignait près de 13 % et celui des jeunes, 15 %. Les taux de chômage des femmes et des jeunes sont nettement plus élevés dans les zones rurales d'Asie centrale.

Il sera essentiel de créer des opportunités pour les jeunes et en particulier pour les jeunes femmes, afin d'augmenter les revenus, l'équité et les avantages nutritionnels des systèmes alimentaires pour les populations rurales. La promotion de secteurs agroalimentaires à forte valeur, tels que l'horticulture, l'élevage, la transformation des aliments, et des activités commerciales connexes, telles que la logistique et les infrastructures de stockage, est prometteuse tant pour la génération de revenus que pour la nutrition, en particulier dans les zones rurales densément peuplées.

Le manque d'emplois oblige de nombreux travailleurs d'Asie centrale, en particulier les jeunes hommes, à émigrer en Russie, au Kazakhstan, en Turquie et ailleurs. Les envois de fonds des travailleurs sont devenus une source essentielle de devises en Asie

centrale, et contribuent à la stabilité macroéconomique, à la réduction de la pauvreté et à la sécurité alimentaire. La migration de la main-d'œuvre affecte l'inclusivité des systèmes alimentaires d'Asie centrale d'au moins deux manières. Premièrement, les envois de fonds des travailleurs peuvent améliorer le bien-être des ménages et leur accès à la nourriture. Deuxièmement, la migration des hommes issus des zones rurales conduit à une « féminisation » de la main-d'œuvre agricole, qui peut accroître le pouvoir de décision des femmes, mais aussi contribuer à des pénuries de main-d'œuvre agricole et créer des problèmes sociaux.

Les systèmes alimentaires d'Asie centrale continueront de subir les risques liés au changement climatique et aux incertitudes sur les prix des produits de base ainsi qu'à la situation des principaux partenaires commerciaux de la région (Russie et Chine). L'Ouzbékistan, par exemple, envisage d'adhérer à l'Union économique eurasiatique (UEEA), ce qui contribuera à la transformation de son système alimentaire et de celui de toute la région. Tout comme l'Ouzbékistan, le Kazakhstan et le Kirghizistan ont récemment actualisé leurs stratégies de développement, dans le but de transformer les systèmes alimentaires, de promouvoir des chaînes de valeur tenant compte de la nutrition, d'augmenter les investissements du secteur privé dans le secteur agroalimentaire et d'élargir les opportunités d'emploi, en particulier pour les femmes et les jeunes. Dans l'ensemble de la région, des solutions politiques fondées sur des données probantes doivent être élaborées pour promouvoir des systèmes alimentaires inclusifs.

ASIE DU SUD

Les progrès économiques constants de l'Asie du Sud ont remodelé les divers systèmes alimentaires de la région au cours de la dernière décennie. La part de l'agriculture dans le PIB national a, en moyenne, diminué de 15 %, et celle de l'emploi non agricole a désormais dépassé celle de l'emploi agricole. Le taux de croissance des aliments nutritifs de grande valeur, c'est-à-dire le lait et les produits laitiers, la viande et les fruits et légumes, dépasse désormais celui des céréales, qui perdent rapidement de leur importance dans les paniers alimentaires des ménages. Au Bangladesh, la diversification des régimes alimentaires a contribué à des impacts mesurables sur la nutrition, notamment une diminution importante des retards de croissance, de l'insuffisance pondérale et de l'émaciation chez les enfants. En cohérence avec la demande d'une plus grande diversité nutritionnelle, le secteur régional de la transformation alimentaire est également en croissance. La valeur ajoutée brute de la transformation alimentaire en Inde, par exemple, a plus que doublé en dix ans.

L'impact de cette transformation du système alimentaire sur l'inclusivité semble avoir été positif. Les pauvres ont bénéficié de nouvelles chaînes de valeur, telles que celles de la volaille et de la pêche. L'expansion de l'aquaculture au Bangladesh a contribué à la création d'emplois, à la réduction de la pauvreté et à une amélioration des régimes alimentaires. La croissance du secteur de la transformation génère des emplois, qui ont augmenté de manière notable en Inde et au Pakistan.

Trois leviers politiques seront essentiels pour rendre inclusive et durable la transformation du système alimentaire en Asie du Sud :

1) réformer les subventions aux intrants agricoles et les mesures de soutien des prix ; 2) améliorer le ciblage des programmes de protection sociale ; et 3) mettre en place des institutions efficaces pour gouverner le nouveau système alimentaire. Premièrement, bien que populaires, les politiques de subventions agricoles et de soutien des prix adoptées il y a des décennies dans la région sont inefficaces, inéquitables et ont un effet de distorsion des marchés, comme l'ont abondamment montré les études à ce sujet. La réforme de ces programmes pourrait libérer des fonds publics qui pourraient être investis dans la promotion de systèmes alimentaires plus inclusifs, équitables, et tenant compte des questions de nutrition et d'égalité femmes-hommes. Deuxièmement, l'Asie du Sud dispose d'un système complet de programmes de filets de sécurité fondés sur l'alimentation, qui pourraient être des vecteurs politiques efficaces d'inclusion. Les données suggèrent toutefois que la couverture de la protection sociale varie considérablement selon les pays et que les programmes ne ciblent souvent pas correctement les pauvres. Cela les rend moins aptes à apporter aux personnes pauvres des aliments sains et nutritifs et à leur offrir d'autres avantages liés à la réduction de la pauvreté. Troisièmement, la mise en place d'institutions efficaces pour la gouvernance des systèmes alimentaires, telles que des normes de sécurité alimentaire, peut soutenir des systèmes alimentaires inclusifs. Des cadres institutionnels cohérents commencent à peine à apparaître pour régir les systèmes alimentaires de l'Asie du Sud, mais ils ont le potentiel de créer des opportunités de marché, d'améliorer les revenus grâce à la promotion de nouvelles chaînes de valeur agroalimentaires et d'améliorer le bien-être. À mesure que ces changements structurels se poursuivent, le défi politique consiste à garantir que la transformation du système alimentaire soit durable et inclusive.

ASIE DE L'EST ET DU SUD-EST

L'incertitude économique régnant en Asie de l'Est et du Sud-Est affectera le développement de systèmes alimentaires inclusifs et durables. Les secteurs de l'agriculture et de l'agroalimentaire sont confrontés à la récente épidémie de coronavirus (COVID-19), ainsi qu'à la propagation de la peste porcine africaine, à un affaiblissement de la demande mondiale pour les exportations de la région, et à des différends commerciaux étendus. Parmi les impacts de ces éléments sur les millions d'habitants de la région, les moyens de subsistance, la sécurité alimentaire et l'état nutritionnel des groupes vulnérables requièrent une attention particulière.

La peste porcine africaine, une maladie porcine très contagieuse et souvent mortelle, devrait avoir un impact notable sur les marchés de la viande et des aliments pour animaux en Asie et dans le reste du monde. En raison de l'envolée des prix du porc, les consommateurs sont susceptibles de se tourner vers d'autres types de viande, mais dans les pays qui sont de gros consommateurs de porc, notamment le Viet Nam, la Chine et la Corée du Sud, la qualité de l'alimentation des consommateurs les plus vulnérables peut diminuer. Les producteurs sont eux aussi durement touchés, en particulier les petits exploitants agricoles, qui représentent une part importante de la production porcine.

Avec la flambée du différend commercial entre les États-Unis et la Chine en 2019, des droits de douane ont été imposés sur plus de

500 produits agricoles chinois. L'ANASE a néanmoins profité de possibilités d'exportation engendrées par le différend commercial, et les efforts pour accroître l'intégration économique régionale se sont élargis, engendrant un protocole actualisé pour l'accord de libre-échange Chine-ANASE et des avancées sur l'accord de Partenariat économique régional global (RCEP - *Regional Comprehensive Economic Partnership*) entre l'ANASE et six autres pays.

Les politiques commerciales pour le riz, qui reste la principale source de calories pour les familles à faible revenu en Asie, revêtent une importance particulière pour les agriculteurs et les consommateurs. Aux Philippines, la suppression des restrictions quantitatives sur les importations de riz a entraîné une baisse des prix du riz tout au long de l'année 2019. En conséquence, la consommation de riz par habitant et la consommation quotidienne de calories devraient augmenter, mais les petits riziculteurs philippins sont en difficulté. Pour que la libéralisation des échanges soit inclusive, elle doit s'accompagner d'interventions appropriées en faveur des petits producteurs.

Les régimes alimentaires évoluent en Asie, mais la diversité alimentaire et d'autres questions nutritionnelles restent problématiques. Malgré une croissance économique continue, la dénutrition reste répandue parmi les groupes les plus vulnérables. Par exemple, la part des moins de cinq ans souffrant d'un retard de croissance est en moyenne de 26 % dans les pays de l'ANASE. Étant donné la difficulté d'atteindre les populations les plus vulnérables à travers les filets de sécurité sociale, un retour à un approvisionnement alimentaire plus stable est nécessaire pour améliorer la nutrition. Pour rendre un régime alimentaire diversifié et nutritif abordable à tous, la croissance économique devra veiller à une plus forte inclusion de ces populations.

AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

La plupart des pays de l'Amérique latine et des Caraïbes (LAC - *Latin America and the Caribbean*) ont été touchés par une récession économique régionale et la sécurité alimentaire et la nutrition devraient empirer en 2020. Les États sont confrontés à la faiblesse des prix mondiaux des produits de base, à une détérioration de la conjoncture économique, et à des troubles intérieurs qui en résultent - autant de circonstances affectant la mise en place de systèmes alimentaires inclusifs. En Argentine, par exemple, la crise économique a conduit à la défaite du président sortant lors des dernières élections. La crise au Venezuela se poursuit et les conditions économiques et sociales désastreuses qui y règnent continuent d'alimenter une émigration régulière. Plusieurs autres pays de la région ont connu d'importantes manifestations sociales et politiques en 2019.

Les progrès réalisés au niveau des accords commerciaux sont néanmoins prometteurs pour l'agriculture régionale. Citons notamment l'accord de libre-échange entre les États-Unis, le Mexique et le Canada, désormais ratifié par tous les membres, et l'annonce d'un accord Mercosur-Union européenne, après plus de 20 ans de négociations. En outre, le conflit entre les États-Unis et la Chine peut avoir aidé certains pays de la région LAC, par exemple en stimulant les exportations de produits agricoles du Brésil et de l'Argentine vers la Chine. Une incertitude économique croissante affecte toutefois la région dans son ensemble.

À travers toute l'Amérique latine, le processus d'urbanisation combiné à l'expansion des infrastructures et à la croissance des villes de taille intermédiaire, ainsi qu'à une plus forte intégration des marchés et une augmentation des investissements étrangers dans le secteur alimentaire ont conduit à un élargissement et une complexité accrue des systèmes alimentaires de la région. Ces systèmes alimentaires, y compris les producteurs, les fournisseurs d'intrants et de services, les commerçants, les transformateurs et les points de vente au détail, représentent désormais des parts importantes de la valeur ajoutée. Compte tenu de leur ampleur, les chaînes de valeur agroalimentaires offrent un potentiel d'emploi et d'inclusion des femmes, des jeunes et d'autres groupes vulnérables.

Les taux de participation des femmes à la production agricole sont plus faibles dans la région LAC que dans les autres régions en développement. Bien que la plupart des pays disposent de lois et programmes visant à améliorer l'inclusion des femmes, les discriminations restent courantes dans l'accès à la terre, au crédit et à la technologie ainsi que dans les structures de gouvernance. En outre, les femmes semblent être plus touchées par l'aggravation de l'épidémie de surpoids et d'obésité. Un programme approfondi de recherche devrait analyser les effets des systèmes alimentaires, non seulement sur l'emploi, mais aussi sur l'amélioration de la nutrition. Une meilleure compréhension de ces questions pourrait contribuer au fonctionnement global et à l'inclusivité des systèmes alimentaires dans la région.

À LIRE DANS LE RAPPORT DE 2020 (en anglais)

► Reshaping Food Systems

The Imperative of Inclusion
Shenggen Fan and Johan Swinnen

► Smallholders and Rural People

Making Food System Value Chains Inclusive
Rob Vos and Andrea Cattaneo

► Youth

Including Africa's Young People in Food Systems

Valerie Mueller, Gracie Rosenbach, and James Thurlow

► Women

Transforming Food Systems for Empowerment and Equity

Hazel Malapit, Ruth Meinzen-Dick, Agnes Quisumbing, and Laura Zselezky

► Refugees and Conflict-Affected People

Integrating Displaced Communities into Food Systems

Rob Vos, Julius Jackson, Sally James, and Marco V. Sánchez

► National Food Systems

Inclusive Transformation for Healthier Diets
John McDermott and Alan de Brauw

► REGIONAL DEVELOPMENTS

Africa

Ousmane Badiane, Julia Collins, and Tsitsi Makombe

Middle East and North Africa

Fatma Abdelaziz, Clemens Breisinger, Nadim Khouri, and James Thurlow

Central Asia

Kamiljon Akramov, Roman Romashkin, Allen Park, and Jarilkasin Ilyasov

South Asia

Shahidur Rashid, Akhter Ahmed, and Abdul Wajid Rana

East and Southeast Asia

Kevin Chen, Peter Timmer, David Dawe, and Mengyao Li

Latin America and the Caribbean

Eugenio Díaz-Bonilla and Valeria Piñeiro

► FOOD POLICY INDICATORS

ASTI: Agricultural Research Investment Trends

SPEED: Tracking Public Expenditures for Development

Food Policy Research Capacity Indicators:

Surveying Country-Level Research Competencies

Agricultural Total Factor Productivity:

Measuring Efficiency in Agriculture

IMPACT: Projections of Food Production, Consumption, and Hunger

Le texte intégral du rapport de cette année (en anglais) est disponible en ligne : gfpr.ifpri.info

Cette publication est tirée du *Rapport 2020 sur les politiques alimentaires mondiales : Mettre en place des systèmes alimentaires inclusifs*, examiné par des pairs et publié par l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires.

Crédits photos : p. 1 Chris de Bode/CGIAR; p. 2 Sven Torfinn/Panos; p. 3 Joan Bardeletti/Panos; p. 4 Mikkel Ostergaard/Panos; p. 5 P. Lowe/CIMMYT; p. 6 Robin Hammond/Panos; p. 9 Jim Holmes/Panos.

INSTITUT INTERNATIONAL DE RECHERCHE SUR LES POLITIQUES ALIMENTAIRES

Un monde sans faim ni malnutrition

L'IFPRI est un centre de recherche du CGIAR

1201 Eye St, NW, Washington, DC 20005 USA | T. +1-202-862-5600 | F. +1-202-862-5606 | Email: ifpri@cgiar.org | www.ifpri.org | www.ifpri.info

DOI: <https://doi.org/10.2499/9780896293717>



© 2020 International Food Policy Research Institute (IFPRI). Cette publication est autorisée sous licence internationale Creative Commons 4.0 (CC BY 4.0).